



Communiqué de presse de Tournons La Page Côte d'Ivoire relative à la situation socio- politique en Côte d'Ivoire

ABIDJAN, LE 18 OCTOBRE 2025

Tournons La Page Côte d'Ivoire (TLP-CI), organisation de la société civile exerçant dans le domaine des droits de l'Homme, des libertés et de la démocratie suit avec une attention particulière le contraste qui prévaut actuellement sur la scène politique ivoirienne. En effet, tandis que l'on peut lire la joie et la gaieté sur les visages de certaines populations qui prennent une part active à la campagne électorale présidentielle, l'on observe que d'autres populations notamment celles dont les leaders ont été exclus de la compétition politique sont en proie à toute sorte de répression et de traque qui se solde malheureusement parfois par des dégâts matériels et physiques voire des pertes en vie humaine.

À cela s'ajoute la restriction de l'espace civique à travers l'arrêté n°093/PA/CAB du 10 octobre 2025 portant interdiction de toute manifestation publique sur toute l'étendue du territoire et le récent arrêté interministériel du 17 Octobre 2025 qui interdit pour deux mois les meetings et manifestations publiques sur l'ensemble du territoire. Ces décisions sont des violations flagrantes du droit à la liberté de réunion pacifique.

Nous notons également des patrouilles policières ponctuées par des rafles systématiques à certains endroits de la ville d'Abidjan notamment dans la commune de Yopougon. Cette situation qui devient de plus en plus préoccupante est de nature à créer et à intensifier une situation de peur-panique en amplifiant une psychose généralisée au sein des populations. TLP-CI fait le triste constat de ce que cette si malheureuse situation soit le vécu des populations vivant en Côte d'Ivoire à l'approche des élections présidentielles depuis trois décennies maintenant.

Face à ce tableau peu reluisant de notre démocratie, Tournons La Page Côte d'Ivoire :

- **Condamne l'oppression policière contre les manifestations pacifiques ;**
- **Condamne le bâillonnement des populations à travers des lois liberticides ;**
- **Réclame la réouverture de l'espace civique ;**
- **Interpelle toutes les parties prenantes sur la nécessité d'œuvrer ensemble pour préserver la paix sociale sans laquelle aucune projection ne peut être possible ;**
- **Invite le gouvernement à renouer avec le dialogue politique en vue de trouver une solution durable à la situation socio-politique actuelle.**

Pour terminer, TLP-CI tient à exprimer toute sa compassion à toutes les victimes des récentes répressions policières non sans exhorter les autorités étatiques à mettre tout en œuvre pour garantir la paix, la liberté et la sécurité à toutes les personnes vivant en Côte d'Ivoire sans distinction aucune.

**La coordinatrice Nationale
Yvonne Toba**



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
ABIDJAN, LE 18 OCTOBRE 2025